LA GUERRE SUR L'ANGLETERRE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

» Aucun projectile de la D.C.A. ne vient éclairer un instant la nuit de sa lueur. Aucun pinceau lumineux des projecteurs ne nous cherche. Déjà l'Angleterre doit avoir abandonné cette position. Canons et projecteurs ont disparu. A quoi servirait, en effet, de défendre des décombres fumants et des usines détruites ?

» En opérant un virage, nous comprenons : Nous voguons au-dessus d'une ville morte ».

LES DIFFICULTÉS CROISSANTES DE LA VIE A LONDRES

Stockholm, 22. — Le correspondant londonien du « Goeteborgs Handels och Sjoetahrtstidningen » mande à son journal au sujet des attaques allemandes contre Londres :

« Les communications téléphoniques empirent chaque jour ; les bureaux hors service ne se comptent plus. Lorsqu'on a le privilége d'obtenir une communication, il faut attendre longtemps pour disposer d'une ligne libre. En régle générale sept demandes de communications locales, sur dix, sont annulées. La poste fonctionnant également d'une façon très irrégulière, il en résulte des complications de plus en plus sensibles pour le commerce et l'activité économique en général.

« Londres, la nuit, est déserte. De temps à autre un « bus » vide se fraye un chemin à travers les ruines. C'est tout. »

LE MINISTRE BRITANNIQUE DE L'AIR RÉCLAME DES PILOTES

Stockholm, 22. — Au début de septembre 1940, le ministére britannique de l'Air avait porté l'âge limite pour l'aviation de 28 à 38 ans, ce à la suite des pertes considérables dans cette arme. Le ministére de l'Air britannique vient d'adresser un nouvel appel pressant à la jeunesse britannique. Il demande à tous les jeunes Angiais de 18 à 28 ans, qui n'ont pas encore été appelés au service militaire jusqu'à présent, ou qui avaient été déclarés inaptes à l'aviation à une premiére visite, de se présenter à l'aviation de marine anglaise pour être exercés au poste de pilote.

Cette mesure extraordinaire du ministre de l'Air est vivemcnt commentée par la population britannique. On exprime ouvertement la crainte, qu'à la suite des dernieres attaques massives de l'aviation allemande sur Coventry et Birmingham, l'aviation britannique, dont le personnel a été fortement décimé, ne soit plus en état de garantir la sécurité de l'espace aérien britannique.

L'action des vedettes allemandes

Berlin, 22. — L'Agence D.N.B. apprend les détails suivants au sujet des pertes de tonnage infligées à l'ennemi par des vedettes rapides allemandes, dont fait mention le communiqué militaire de ce jour :

Nous nous réservons de décrire un jour, en détail, l'héroïsme, la maîtrise de la navigation, l'endurance et les prestations magnifiques fournies par le commandement et les équipages des vedettes rapides, de ces unités les plus modestes de la marine de guerre allemande, lorsque, à de multiples reprises, ils tentaient de repérer l'ennemi et acceptaient le combat avec des forces anglaises numériquement supérieures, afin d'obtenir les succés dont il est question dans le communiqué officiel.

Il est naturel qu'une pareille arme offensive, qui ne peut atteindre l'ennemi que par surprise, doit compter avec des pertes. Les vedettes rapides allemandes sont la terreur des Anglais depuis que, pour la première fois, elles furent mises en ligne devant Dunkerque, lors de la retraite des armées britanniques, en mai dernier, quand elles semèrent la panique dans la Manche.

Pour la première fois, une vedette rapide allemande n'est pas rentrée à sa base après avoir livré des combats héroïques. Les nombreux succès remportés par les vedettes rapides allemandes effacent cette première perte, en soi évidemment fort regrettable.

Le communiqué militaire de ce jour annonce, outre la grande attaque déjà signalée sur Birmingham, centre de l'armement anglais, dont les effets furent destructeurs, des vols de représailles effectués contre l'Angleterre dans la nuit du 19 au 20 novembre, ainsi que le bombardement des installations maritimes de Weimouth, Northampton, Bournemouth et d'autres objectifs de guerre importants.

Ces ports et villes industrielles offrent en masse aux avions de combats allemands des objectifs de choix.

Un aveu britannique

Amsterdam, 22. — Jeudi soir, un capitaine de vaisseau anglais a donné à la radio, le commentaire hebdomadaire sur la situation de la guerre.

Il a dit qu'au printemps de cette année, le blocus anglais a parfaitement fonctionné, mais dés la débâcle de la France et le rapprochement des forces allemandes vers la Grande-Bretagne, cette situation a effectivement changé. Elle a même apporté une certaine confusion dans le systéme de blocus britannique. Par le fait que les Allemands dominaient la côte française, une charge fort lourde a été mise sur les épaules de la flotte britannique, la plus forte que celle-ci eut jamais à porter dans l'histoire. Non seulement la côte orientale, mais aussi les côtes de la Manche et de l'Ouest jusqu'en Ecosse, sont dominées par la flotte allemande.

Les aérodromes allemands, situés si près de la côte française, sont également un grand danger pour la navigation britannique, car les avions allemands partant de ces aérodromes dominent en quelque sorte toute l'Angleterre et l'Irlande.

Heureusement, dit l'orateur, l'Angleterre a pu réparer ses pertes maritimes en une certaine mesure, parce qu'elle est en possession des navires appartenant aux pays qui sont occupés par l'Allemagne. Malgré cela, conclut le capitaine britannique, la flotte allemande constitue actuellement un grand danger pour l'Angleterre et cause au commandement supérieur des armées anglaises, un problème très difficile à résoudre.

LE GÉNÉRAL ANTONESCU A BERLIN

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Ce n'est pas seulement d'un nouveau gouvernement, mais d'un nouveau régime que la Roumanie a été dotée au début du mois de septembre.

Le journal conclut en disant : « Ainsi nous pouvons saluer en la personne du général Antonescu, une Roumanie qui se trouve à nos côtés, comme une amie dans cette lutte pour la libération de l'Europe de la tutelle anglaise et pour l'édification d'une juste paix dans un ordre nouveau ».

LE RALLIEMENT HONGROIS A LA POLITIQUE DE L'AXE

Une déclaration du Comte Teleki

Budapest, 22. — A son arrivée à Budapest, le comte Teleki, rentrant de Vienne, a déclaré notamment :

« L'adhésion de la Hongrie au pacte tripartite de Berlin doit être saluée avant tout comme un bienfait pour l'Europe. Les dirigeants de tous les Etats du Continent ont pour devoir essentiel, dans les circonstances présentes, de contribuer à assurer la stabilité politique de l'Europe, indispensable pour la résolution des grands problémes internationaux. Nous, Hongrois, nous sommes efforcés pendant mille ans de servir la destinée européenne. Nous avons foi en l'avenir et nous sommes certains que la nation approuvera la voie que nous avons choisie ».

Un télégramme de l'Amiral Horthy au Führer

Berlin, 22. — L'amiral Horthy, régent du royaume de Hongrie, a adressé au Führer, le télégramme suivant :

« Au moment où les relations entre nos deux pays se sont affermies encore davantage par l'adhésion de la Hongrie au pacte tripartite du 27 septembre, je présente à votre Excellence, mon souvenir le plus cordial et je vous prie d'agréer mes meilleurs et plus sincéres vœux ».

UN TÉLÉGRAMME DU COMTE TELEKI AU DUCE

Rome, 22. — A l'occasion de l'adhésion de la Hongrie au Pacte tripartite, le comte Téléki, premier ministre de Hongrie, a adressé le télégramme suivant au Duce :

« En souvenir des sentiments d'amitié pour la Hongrie, je saisis avec une vive satisfaction l'occasion de l'adhésion de la Hongrie au Pacte des trois puissances, pour vous transmettre mes très cordiales salutations. Je suis convaincu que le protocole signé aujourd'hui contribuera à renforcer encore les liens étroits qui existent déjà entre la Hongrie et les trois Empires ».

L'opinion japonaise est satisfaite

Tokio, 22. — L'adhésion de la Hongrie au pacte tripartite, a produit une grande satisfaction au sein de l'opinion publique nippone. On rappelle dans les milieux japonais les relations cordiales qui voient s'exprimer dans l'accord et qui, depuis longtemps, ont existé entre le Japon et la Hongrie. De nombreuses personnalités éminentes, dont les ambassadeurs d'Allemagne et d'Italie, ont félicité le ministre de Hongrie à Tokio, à l'occasion de cet événement. Le « Nichi Shimbun » écrit : « L'adhésion de la Hongrie au pacte des trois puissances approfondit particulièrement les relations cordiales entre le Japon et la Hongrie. La situation internationale impose que l'ordre nouveau en Asie Orientale, soit parallèle à l'établissement de l'ordre nouveau en Europe.

» L'adhésion de la Hongrie contribuera donc énormément à l'établissement de cet ordre nouveau ».

Le « Tokio Nichi » déclare que le geste de la Hongrie porte un nouveau coup sérieux à l'Angleterre qui tente vainement de maintenir l'ancien ordre international. Toute l'Europe accusera bientôt une position nettement antibritannique.

RÉPONSE ALLEMANDE au discours du trône britannique

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

L'histoire, il est vrai, nous prouve assez qu'Albion n'avait de souci plus pressant que de laisser ces « alliés » retirer les marrons du feu.

» Après l'échec de ses plans sournois, la Grande-Bretagne subit elle-même les épreuves de la guerre qu'elle a déclarée à l'Axe. Aussitôt on la voit rechercher fébrilement les moyens de détourner au détriment d'une nation innocente, le fléau qui la frappe : L'Irlande paraissait tout indiquée pour assumer le rôle de bouclier.

» De son côté le ministre Amery Verriet, annonce qu'il fera établir aux Indes des arsenaux qui, complétant l'appareil militaire de ce Dominion déjà pourvu d'une armée indigéne recrutée de force, servirait le cas échéant, à « armer les nations alliées et libérées ». Celles-ci, selon la tradition militaire de la Grande-Bretagne, se battraient évidemment en première ligne pour la plus grande gloire de l'Empire.

» Décidément, la politique d'Albion varie peu : s'asservir des nations étrangéres pour assurer le maintien de l'hégémonie britannique et pour prolonger la guerre, voilà son principe immuable, « l'idéal de la liberté britannique ». On ne s'étonne plus de la réticence de M. Churchill sur le chapitre des buts de guerre anglais.

» Les signataires du Pacte Tripartite de Berlin ont insisté à plusieurs reprises sur la nécessité, pour tous les peuples, de disposer d'une espace vital suffisant. Sans cette condition essentielle, une paix durable ne peut être obtenue.

» L'Allemagne, l'Italie et le Japon sont fermement résolues non seulement à établir un Ordre Nouveau susceptible de faire prospéres toutes les nations dans leurs espaces respectifs, mais aussi à le sauvegarder farouchement.

« L'Angleterre, dont la tradition s'oppose radicalement à la création d'une communauté internationale sincère, subira, sous la poussée de ces idéals nouveaux, une défaite sans précédent ».

L'ÉGYPTE AU TOURNANT CRITIQUE

Que décidera-t-elle ?

On mande de Rome : La politique égyptienne, se trouve aujourd'hui vue de Rome, dans un stade d'attente qui ne pourra durer indéfiniment.

La décision sur le sort définitif de l'Egypte, qui doit se jouer à la Chambre, sous la forme d'un vote est imminente.

La mise à l'écart, par l'« Intelligence Service » d'**Hassin Pacha**, devenu gênant pour Londres, a éclairci le front politique dans le pays du **Nil**, le roi **Farouk** s'étant prononcé nettement et le nouveau Président du Conseil **Hussein Sikry Pacha**, s'étant prononcé publiquement en faveur de la continuation de la politique prudente de son prédécesseur.

Selon toutes prévisions une première décision sera prise après le vote de la Chambre sur le discours du trône, qui sera lu aux députés, dans le texte inchangé, présenté par **Hassan-Ssbry-Pacha** immédiatement avant sa mort le 14 novembre, pour approbation.

Dans le cas, où le vote approuverait le discours du trône et refuserait la déclaration de guerre du Caire, demandée par Londres, les Britanniques ont déjà préparé un nouveau terrain d'intrigues.

Dans le petit milieu des politiciens anglophiles, sans scrupules, qui entourent **Achmed Mabor Pacha**, Londres possède des agents à toutes mains.

Le premier obstacle à la réalisation des vœux britanniques sera le roi **Farouk**.

Les informations qu'on possède à Rome, laissent entendre que la liberté de mouvement personnelle du jeune monarque égyptien est déjà fortement limitée.

TERRES A PERSONNE ET A TOUS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Ces derniers temps, l'Amérique s'est beaucoup intéressée à l'exploration de l'**Amiral Byrd**, qui depuis 1929, repart constamment vers le **Pôle Sud** et est encore entré récemment d'une expédition.

D'après la théorie de la proximité continentale, l'**Angleterre revendiques la part du lion**, entre le 150e degré à l'ouest, jusqu'au 160e degré de longitude à l'est, pour la **Nouvelle Zélande**, du 160e au 45e degré de longitude à l'est pour l'**Australie** et entre le 30e et le 80e degré de longitude à l'ouest pour les **Iles Falkland** qui sont de plus vivement revendiquées par l'Argentine comme prolongement du continent sud-américain.

Richesses inexploitées et inexploitables ?

Maintenant le **Chili** entre en ligne.

Il possède la pointe sud du continent américain et revendique de ce fait tout le territoire antarctique entre le 53e et le 90e degré de longitude ouest, c'est-à-dire, la moitié du territoire revendiqué par l'**Angleterre** pour les Iles **Falkland**, l'**Antarctique ouest** avec les **Iles Shetland du Sud** et la **Terre de Graham**.

Il soutient que les **Etats-Unis**, en raison de leurs explorations scientifiques n'ont posé aucune revendication de propriété et reconnait ainsi le principe de la doctrine de **Monroë**, selon laquelle sur l'hémisphére occidental il ne peut être question que de propriété américaine.

Mais le **Gouvernement américain** a publié une déclaration dans laquelle il affirme à nouveau qu'il ne soulève aucune revendication de propriété, mais il ajoute cependant d'autre part, **qu'il ne reconnaitra aucuns autres prétention à la propriété.**

Ainsi donc le territoire du Pôle Sud occidental serait aussi une « Terre sans propriétaire » libre pour tous et ouverte aux explorations et autres exploitations.

Des limites si étroites sont d'ailleurs fixées à l'exploitation qu'elle peut à peine entrer en considération.

Byrd a relevé des veines charbonniéres.

Mais elles sont recouvertes d'une épaisse couche de glace et n'ont pas grande valeur.

Les frais de transport seraient trés élevés, les voyages au long cours ne pouvant s'effectuer que dans des périodes extrêmement limitées.

On peut donc dire, que malgré toutes les revendications de propriété le territoire antarctique tout entier, est une terre à personne et à tous.

L'expédition Byrd suspend ses travaux

On mande de New-York : L'expédition antarctique de l'Amiral Byrd va suspendre sous peu ses travaux jusqu'à nouvel ordre, le Congrés se refusant à lui accorder de nouveaux crédits pour la poursuite des travaux d'exploration.

LE ROLE DES AUTORITÉS ALLEMANDES DANS LA ZONE OCCUPÉE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

» Il y avait également lieu de songer à la récolte ; immédiatement 70.000 prisonniers de guerre ont été affectés à cette besogne.

» D'autre part, l'Autorité militaire allemande a immédiatement remis le carburant nécessaire aux tracteurs ainsi que des attelages et des camions légers à la disposition des fermiers.

» De la graisse, du fromage, du sucre, des pommes de terre ont été importés. Le rapatriement des réfugiés a constitué un problème élémentaire qui a été résolu en tenant compte des besoins du ravitaillement de Paris.

» Enfin les routes détruites ont dû être réparées. Des unités de l'organisation Todt ont été mises à l'ouvrage ; les camions, les outils et le matériel ont été fournis par les Autorités allemandes.

» 1450 ponts avaient été détruits ; les troupes allemandes elles-mêmes ont effectué les premiers travaux de réparation. L'organisation Todt et les entrepreneurs du bâtiments français y ont travaillé la main dans la main et, au début du mois de novembre, 800 ponts détruits avaient été rendus utilisables ; on travaille actuellement à la réfection de 200 autres ponts.

européen ne pourra invoquer l'excuse de ne pas avoir été instruit du rôle qui lui a été assigné dans la reconstruction de l'Europe. Il ne s'agit d'ailleurs plus des intérêts des Etats individuels. C'est le problème du continent européen qui doit dominer tous les autres. »

De son côté, le journal « Jutro » écrit :

« L'adhésion de la Hongrie au Pacte tripartite n'a surpris personne, puisque, depuis plusieurs années déjà, la Hongrie a démontré sa solidarité avec les puissances de l'Axe. »

COMMENTAIRES YOUGOSLAVES

Belgrade, 22. — Les journaux yougoslaves annoncent sous d'énormes manchettes l'adhésion de la Hongrie au Pacte des trois puissances et y consacrent de longs commentaires.

Le « Vreme » écrit entre autres : « Aujourd'hui, plus aucun Etat

LES OPERATIONS MILITAIRES

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Le communiqué italien

Rome, 21. — *Le Grand Quartier Général des Forces armées communique :*

Sur le front grec et principalement dans la région de Kortscha, des attaques répétées de l'ennemi se sont brisées contre la solide résistance de nos troupes.

Notre aviation a bombardé la base ennemie de Prevesa ainsi que des objectifs militaires dans le secteur de Trikkala et dans la région de Kortscha. Quatre de nos avions ne sont pas revenus à leur base.

Une de nos formations aériennes a attaqué les objectifs militaires de Malta, atteignant l'aérodrome de la Venezia, les dispositifs de défense et l'arsenal de la Valletta où s'est produit un formidable incendie. Tous nos avions sont rentrés.

Un avion ennemi, du type Wellington, a été obligé d'atterrir en Sicile ; l'équipage se compose de sept membres dont le vice-amiral de l'Air Owen Boyd, un major et trois autres officiers ont été faits prisonniers.

En Afrique septentrionale, notre arme aérienne a inscrit à son actif une nouvelle victoire éclatante. Une de nos escadrilles s'est attaquée résolument à des chasseurs ennemis supérieurs en nombre. Au cours des engagements aériens qui s'en sont suivis, sept appareils ennemis ont été abattus en flammes, soit quatre « Gloster », deux « Hurricane » et un « Blenheim ». Trois avions italiens manquent à l'appel.

Nos formations aériennes ont bombardé les voies ferrées d'Alexandrie-Le Caire et Alexandrie-Marsa-Matrouk, l'aéroport de Sir Abu Batta au sud de Marsa-Matrouk, ainsi que des campements ennemis le long de la route Marsa-Matrouk-Sir Ken Ays.

Des appareils ennemis ont jeté, sans succès, des bombes sur le pont de Tobrouk.

En Afrique orientale, l'ennemi a entrepris une activité d'artillerie intensive contre nos positions à Galeabat. Arrivés à nos lignes, les assaillants ont dû se replier sous la pression d'une contre-offensive, en abandonnant des morts et du matériel sur le terrain.

Nos avions ont bombardé la gare de Shewak (Soudan), des concentrations de troupes à Ghedaref, des camions et des batteries de D.C.A. à l'ouest de Galeabat et sur le mont de Reyan, ainsi que le port d'Aden. Un de nos appareils est manquant.

Des avions ennemis ont jeté des bombes sur Assab, faisant cinq morts et neuf blessés parmi les indigènes.

Un navire de guerre ennemi qui essayait de s'approcher du port de Chisimaio a été mis en fuite.

LA S. N. C. F. CITÉE A L'ORDRE DE L'ARMÉE

Vichy, 22. — La Société Nationale des Chemins de Fer Français a été citée le 15 novembre à l'ordre de l'Armée. La citation est signée du Général d'armée commandant en chef les forces terrestres, ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre. Elle est publiée ce matin au « Journal Officiel ». En voici le texte :

« Sous l'énergique impulsion de son directeur général M. le Besnerais, commissaire technique à la Commission Centrale des Chemins de Fer, grâce à une préparation minutieuse et à un sentiment élevé du devoir, qui n'a cessé d'animer son personnel, a effectué, malgré l'ennemi, tous les transports, par voie ferrée, prescrits par le Haut Commandement, comportant aussi bien pour la période de la concentration que pour celle de la bataille du 10 au 25 juin 1940, une dizaine de milliers de trains militaires. Au cours de cette bataille, au prix d'un effort considérable du personnel, dont certaines équipes sont restées plus de 45 heures consécutives sur les locomotives, malgré les lourdes pertes de plus de 1.000 agents tués ou disparus, et de plus de 1.000 agents blessés, a surmonté toutes les difficultés résultant du déplacement continuel du front de bataille et de plus de 500 destructions provoquées par les attaques massives de l'aviation. »

La durée du travail dans les établissements publics hospitaliers

Vichy, 22. — Un décret du 20 janvier 1940 a, sans rémunération supplémentaire, porté à 48 heures par semaine la durée normale du travail dans les Etablissements publics hospitaliers, durée maintenue à 45 heures dans tous les autres services de l'Etat, des Départements, des Communes et Etablissements publics. Les raisons qui avaient motivé ce régime particulier étant aujourd'hui moins impérieuses, il serait opportun de ne pas prolonger, sans nécessité, par le jeu des récupérations, la durée du travail du personnel des services hospitaliers au delà de 48 heures.

S'il est parfois absolument indispensable de recourir à l'emploi des heures supplémentaires, l'emploi de ces heures doit faire l'objet d'une rémunération effective, au taux normal, sans majoration ni retenue.

Au cas où le maintien du régime de 48 heures risquerait d'entraîner le licenciement d'une partie du personnel, le Ministre du Travail en sera averti par les Préfets et prendra, en conséquence, toutes les décisions nécessaires.

" IL FAUT QUE NOUS SACHIONS ATTENDRE "

a déclaré le Maréchal Pétain

Genéve, 22. — On mande de Vichy que le journal « Le Temps » publie les déclarations faites par le maréchal Pétain aux représentants de la presse lors de son départ de Lyon. Le maréchal a déclaré entre autres :

« Il y a un mois, je n'aurais sans doute pas trouvé ici l'accueil enthousiaste qui m'a été réservé. Le peuple de France a mis beaucoup de temps pour constater que nous avons été terriblement battus ; il a trop vite oublié notre désastre. J'ai vu M. Hitler ; il m'a reçu avec une grande déférence. Nous avons obtenu des solutions partielles à nos demandes. Il est nécessaire que nous sachions attendre. On me demande souvent ce que sera la paix. J'avoue que je ne le sais pas encore ; je veux même éviter de me prononcer à ce sujet. »

Les responsabilités de M. Daladier

Paris, 22. — Le « Matin » publie des révélations intéressantes sur les séances tenues en mars et avril derniers par le Comité secret de la Chambre et du Sénat.

Au cours d'une de ces réunions, M. Guy la Chambre, à ce moment ministre de l'Air, a dit que la France n'avait pas déclaré la guerre en septembre 1938 pour la raison que le nombre des bombardiers modernes dont disposait l'aviation française était quasi nul.

Le journal considére que Daladier est le coupable de base de la politique de guerre française. Il a toujours agi comme s'il était omniscient et prophéte. Lorsque M. Bonnet, ministre des Affaires étrangéres lui a fait savoir dans la nuit du 21 au 22 août, que l'accord germano-russe allait être signé le lendemain, Daladier lui a répondu : « Je te prie de me laisser dormir à l'avenir si tu n'as pas d'autre choses à me dire que des ancries de ce genre ».

Les députés bien informés savaient toutefois que derriére ce masque d'un empereur se cachait un bien pauvre homme qui ne savait comment il devait se dépétrer personnellement du cul-de-sac dans lequel il avait engagé la France.

Ils ont su également que le Maréchal Pétain, dont Daladier avait sollicité la collaboration au début de la guerre, aprés qu'il eut vérifié les effectifs de troupes et de matériel de guerre disponibles, avait répondu à Daladier :

« Comment osez-vous faire une guerre dans de telles conditions ? »

Ils savaient en outre, que Daladier avait déclaré devant les Comités de la défense nationale :

« Si j'avais su que la Pologne ne pouvait résister, je n'aurais pas déclaré la guerre ».

UN MINISTRE TURC DÉMISSIONNE

On annonce d'Ankara que le ministre turc des Communications a donné sa démission. Cette décision a provoqué une vive sensation dans les milieux politiques turcs. M. Setin Kaya avait été membre du parti révolutionnaire et président des tribunaux spéciaux de révolution.

Il avait été le collaborateur de Kemal Attaturk et était considéré comme l'une des personnalités les plus importantes du cabinet.

Hier après-midi, le groupe parlementaire du parti populaire a tenu une réunion. Le président du Conseil a fait des déclarations sur la situation internationale. Le groupe a pris à ce sujet d'importantes résolutions.

LE PROBLÈME DES CHANGES ET DE LA CIRCULATION DES CAPITAUX

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

La Nation est aujourd'hui en présence d'une tâche immense ; les ruines à relever, les chômeurs à rendre aux travaux, les champs à rendre à la culture obligent l'Etat à organiser un large financement d'une activité qu'il doit susciter et stimuler. Mais dans cet effort, il doit fidélement appliquer la régle de l'économie sévére. Il ne s'agit pas constamment de l'émission de nouveaux billets qui aboutiraient à l'augmentation de la circulation fiduciaire.

Les régles édictées par le Ministre pour les dépenses de l'Etat doivent être appliquées également par les particuliers. Pour que la circulation fiduciaire ne gonfle pas, il faut que les réglements privés s'effectuent comme les réglements publics par un jeu d'écriture.

L'emploi du chèque

Nos lecteurs ont pu lire, il y a quelque temps, la décision prise par le Gouvernement de rendre obligatoire l'emploi du chèque.

Il est certain que dans d'autres pays depuis fort longtemps le chèque est considéré par toutes les classes de la société comme un commode moyen de paiement. En France, il était resté jusqu'ici l'apanage d'une catégorie de commerçants ou d'industriels. Il est nécessaire que dorénavant tout le monde comprenne que payer en chèques au lieu de billets de banque, c'est améliorer le crédit national et restreindre les dangers d'inflation.

Ni prodigalité ni thésaurisation

M. Bouthillier ne se contente pas de recommander l'emploi des chèques. Il remarque encore que les achats des particuliers doivent être opérés raisonnablement et correspondre à leurs véritables besoins. C'est une faute aussi grave dans la situation difficile où se trouve actuellement le pays de stocker inutilement des produits qui feront défaut à d'autres que de thésauriser dans un bas de laine des billets de banque.

« La conservation du pouvoir d'achat, dit encore le Ministre, dépend de la discipline des consommateurs. La monnaie doit garder son ancienne valeur. Les acheteurs doivent garder leur ancienne modération afin de ne pas provoquer une hausse des prix qui risque de nous ruiner.

» La circulation des capitaux, dit en conclusion M. Bouthillier, est une chaine sans fin qui apporte dans tous les compartiments de l'économie nationale le travail et le salaire. Personne ne doit arrêter cette chaine par aveuglement ou cupidité, chacun doit participer au fonctionnement régulier de ce mécanisme qui assure la sécurité de l'individu en échange de sa soumission à la discipline commune. »

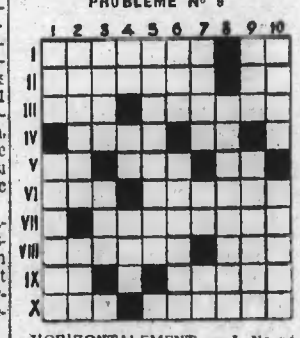
ECHOS et CARNET

CALENDRIER. — Dimanche 24 novembre 1940. — Soleil : Lever à 9 h. 15 ; coucher à 15 h. ; Lune : Lever à 2 h. 46 ; coucher à 15 h. 21.

Aujourd'hui : Sainte-Flora et Sainte-Maria. — Demain : Saint-Léonard.

NOS MOTS CROISÉS

PROBLEME No 9



HORIZONTALEMENT. — I. Ne nécessite que l'intervention d'un officier quand il est civil. Notc. — II. Sentiment qu'on se forme d'une chose. En Chaldée. — III. Arbrisseau de la Chine. Bourreau de Paris qui exécuta Louis XVI. — IV. Très petite quantité. Deux lettres d'Anvers. — V. Dans Rennes et dans Redon. Habitant. Démonstratif. — VI. Fin de perticipe. Frais, par principe. — VII. Abjurcras. — VIII. Dont les vertus se sont évaporées. Germandrée. — IX. Du verbe avoir. Manquée. — X. En état de prendre feu. Coupées fort courtes.

VERTICALEMENT. — 1. Accuse une certaine liberté lorsqu'il est gros. Fabica. — 2. Qui ne peut se faire entendre. Accueillie. — 3. Peu de chose. Epoque. — 4. Préfixe. Démonstratif. Ville d'Autriche. — 5. Sans privation. — 6. Chef-lieu des possessions portugaises de l'Inde. Réduira en tout petits morceaux. — 7. Ville de Sicile. Initiales de points cardinaux. Périssoire. — 8. Tranquillité d'esprit résultant de la pensée qu'il n'y a pas de péril à craindre. — 9. Double exécution. Dont la couleur blafarde semble avoir déteint (fém.). — 10. Département. Qui ne sont pas de mise pour être sur le trente-et-un.

SOLUTION DU PROBLEME No 8

HORIZONTALEMENT. — I. Tournée. — II. Apte ; NV. — III. Mi ; Gâte. — IV. Intimer. — V. Si ; Sent. — VI. Août ; Du. — VII. GN ; Rare. — VIII. Espèces.

VERTICALEMENT. — 1. Tamisage. — 2. Opinions. — 3. Ut. — 4. Registre. — 5. Ame ; AC. — 6. Entendre. — 7. Evertues.

LE CONFLIT ITALO-GREC

LES ITALIENS ont pris position à l'ouest de Goritza

Le communiqué italien déclare : « Nos troupes de couverture, comprenant deux divisions, qui, au commencement des hostilités, avaient été disposées en position défensive le long de la frontiére entre la Grèce et l'Albanie, dans la région de Goritza, se sont retirées après onze jours de lutte, sur une ligne à l'ouest de la ville, qui a été évacuée.

» Pendant cette période, poursuit le communiqué italien, des combats acharnés de part et d'autre se sont développés, nos pertes sont sensibles, celles de l'ennemi le sont également et peut-être davantage. Nos renforts se concentrent sur une nouvelle ligne.

» Malgré des conditions atmosphériques défavorables, notre aviation a collaboré avec les troupes, bombardant quelques objectifs militaires ennemis ».

Une attaque grecque avortée

Rome, 22. — On mande de Rhodes au « Giornale d'Italie » au sujet de l'attaque avortée contre Gaidero, une île italienne du Dodécanèse, que la tentative de débarquement sur cette île qui, en somme, n'est qu'un rocher, a été opérée par une cinquantaine de Grecs venus de l'île de Samos, éloignée à peine d'une dizaine de kilométres. Malgré la supériorité numérique des Grecs, les trois carabiniers italiens formant toute la garnison de l'île ont résisté jusqu'à l'arrivée des vedettes rapides amenant du renfort. A la vue de ces derniers, les Grecs s'empressèrent de prendre la fuite.

LE PARLEMENT URUGUAYEN refuse la cession de bases militaires aux États-Unis

A Montevideo, aprés une séance qui a duré jusqu'à l'aube, le Sénat uruguayen a voté par 26 voix contre 25 une déclaration soulignant qu'il n'approuvera en aucun cas les traités ou conventions relatifs à la cession de bases aériennes et navales et représentant une servitude pour la nation ou un amoindrissement de sa souveraineté.

Conseils municipaux suspendus...

Vichy, 22. — Le « Journal Officiel » a publié ce matin une série de décrets suspendant jusqu'à la fin des hostilités les conseils municipaux de différentes villes. On y relève notamment Chaumont (Hte-Marne), Cabourg (Calvados), **Amiens (Somme)**, Senlis (Oise) **Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais)**.

Une délégation spéciale, habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal, est instituée dans ces communes

...ET MAIRES RÉVOQUÉS

Le « Journal Officiel » publie par ailleurs un certain nombre d'arrêtés révoquant des magistrats municipaux. Ces arrêtés concernent notamment MM. Georges Mandel, maire de Soulac-sur-Mer ; Duval, maire de Saint-Ouen-la-Chapelle (Ille-et-Vilaine) ; Robert, maire de Quiberon (Morbihan) ; Chardin, maire de Champigny-sur-Marne.

LES ÉTUDIANTS EN DROIT DEVRONT ASSISTER AUX CONFÉRENCES

Vichy, 22. — Le « Journal Officiel » de ce matin a publié une loi obligeant les étudiants inscrits dans les facultés de droit à assister aux conférences et aux travaux pratiques.

« DÉDÉ ET DOUDOU » LES JUMEAUX FACÉTIEUX

BEL-AMI

Par GUY DE MAUPASSANT

32

On y circule sans surprise, tout en y trouvant un certain charme. Elle avait de la raison, une raison fine, discrète et sûre, qui lui tenait lieu de fantaisie, de la bonté, du dévouement, et une bienveillance tranquille, large pour tout le monde et pour tout.

Elle remarque que Duroy n'avait rien dit, qu'on ne lui avait point parlé, et qu'il semblait un peu contraint ; et comme ces dames n'étaient point sorties de l'Académie, ce sujet préféré les retenant toujours longtemps, elle demanda : — Et vous qui devez être renseigné mieux que personne, monsieur Duroy, pour qui sont vos préférences ?

Il répondit sans hésiter : — Dans cette question, madame, je n'envisagerais jamais le mérite, toujours contestable, des candidats, mais leur âge et leur santé. Je ne demanderais point leurs titres, mais leur mal. Je ne rechercherais point s'ils ont fait une traduction rimée de Lope de Vega, mais j'aurais soin de m'informer de l'état de leur foie, de leur cœur, de leurs reins et de leur moelle épinière. Pour moi, une bonne hypertrophie, une bonne albuminurie, et surtout un bon commencement d'ataxie locomotrice, vaudraient cent fois mieux que quarante volumes de digressions sur l'idée de patrie dans la poésie barbaresque.

Un silence étonné suivit cette opinion.

Mme Walter, souriant, reprit : — Pourquoi donc ? — Il répondit : — Parce que je ne cherche jamais que le plaisir qu'une chose peut causer aux femmes. Or, madame, l'Académie n'a vraiment d'intérêt pour vous que lorsqu'un académicien meurt. Plus il en meurt, plus vous devez être heureuses. Mais pour qu'ils meurent vite, il faut les nommer vieux et malades.

Comme on demeurait un peu surpris, il ajouta : — Je suis comme vous d'ailleurs et j'aime beaucoup lire dans les échos de Paris le décès d'un académicien. Je me demande tout de suite : « Qui va le remplacer ? » Et je fais ma liste. C'est un jeu, un petit jeu très gentil, auquel on joue dans tous les salons parisiens à chaque trépas d'immortel : « Le jeu de la mort et des quarante vieillards ».

Ces dames, un peu déconcertées encore, commençaient cependant à sourire, tant était juste sa remarque.

Il conclut, en se levant : — C'est vous qui les nommez, mesdames, et vous ne les nommez que pour les voir mourir. Choisissez-les donc vieux, très vieux, le plus vieux possible, et ne vous occupez jamais du reste.

Puis il s'en alla, avec beaucoup de grâce.

Dès qu'il fut parti, une des femmes déclara : — Il est drôle, ce garçon. Qui est-ce ? — Mme Walter répondit : — Un de nos rédacteurs, qui ne fait encore que la menue besogne du journal, mais je ne doute pas qu'il n'arrive vite.

Duroy descendait le boulevard Malesherbes gaiement, à grands pas dansants, content de sa sortie, et murmurait : « Bon départ ».

Il se réconcilia avec Rachel, ce soir-là.

La semaine suivante lui apporta deux événements. Il fut nommé chef des Echos et invité à dîner chez Mme Walter. Il vit tout de suite un lien entre les deux nouvelles.

La « Vie Française » était avant tout un journal d'argent, le patron étant un homme d'argent à qui la presse et la députation avaient servi de leviers. Se faisant de la bonhomie une arme, il savait toujours manœuvré sous un masque souriant de brave homme, mais il n'employait à ses besognes, quelles qu'elles fussent, que des gens qu'il avait tâtés, éprouvés, flairés, qu'il sentait retors, audacieux et souples. Duroy, nommé chef des Échos, lui semblait un garçon précieux.

Cette fonction avait été remplie jusque-là par le secrétaire de la rédaction, M. Boisrenard, un vieux journaliste correct, ponctuel et méticuleux comme un employé. Depuis trente ans il avait été secrétaire de la rédaction de onze journaux différents, sans modifier en rien sa manière de faire ou de voir. Il passait d'une rédaction dans une autre comme on change de restaurant, s'apercevant à peine que la cuisine n'avait pas tout à fait le même goût. Les opinions politiques et religieuses lui demeuraient étrangères. Il était dévoué au journal quel qu'il fût, entendu dans la besogne, et précieux par son expérience. Il travaillait comme un aveugle qui ne voit rien, comme un sourd qui n'entend rien, et comme un muet qui ne parle jamais de rien. Il avait cependant une grande loyauté professionnelle, et ne se fût point prêté à une chose qu'il n'aurait pas jugée honnête, loyale et correcte au point de vue spécial de son métier.

M. Walter, qui l'appréciait cependant, avait souvent désiré un autre homme pour lui confier les Échos, qui sont, disait-il, la moelle du journal. C'est par eux qu'on lance les nouvelles, qu'on fait courir les bruits, qu'on agit sur le public et sur la rente. Entre deux soirées mondaines, il faut savoir glisser, sans avoir l'air de rien, la chose importante, plutôt insinuée que dite. Il faut, par des sous-entendus, laisser deviner ce qu'on veut, démentir de telle sorte que la rumeur s'affirme, ou affirmer de telle manière que personne ne croie au fait annoncé. Il faut que, dans les échos, chacun trouve, chaque jour, une ligne au moins qui l'intéresse, afin que tout le monde les lise.